

FATHALLAH OUALALOU

«LA MONDIALISATION A DÉMARRÉ AVEC LA PRISE DE SEBTA EN 1415»

FATHALLAH OUALALOU NE CESSE DE LE RÉPÉTER. IL S'EST ÉLOIGNÉ DU MONDE POLITIQUE ET NE SEMBLE PAS LE REGRETTER TANT IL DÉBORDE D'ACTIVITÉS. CES DERNIÈRES ANNÉES, L'ANCIEN TÉNOR DE L'USFP SE CONCENTRE SUR LA RECHERCHE, NOTAMMENT EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE, SON DOMAINE DE PRÉDILECTION. L'ANCIEN MINISTRE NOUS EXPLIQUE DANS CET ENTRETIEN COMBIEN LE MONDE CHANGE ET LIVRE DES PISTES POUR QUE LE MAROC «NE RATE PLUS LES TRAINS DU DÉVELOPPEMENT». IL ÉVOQUE L'HISTOIRE POUR DÉCRYPTER L'ÉVOLUTION DE NOS RAPPORTS AVEC LES AUTRES, L'OCCIDENT, L'AFRIQUE, MAIS AUSSI LA CHINE DONT IL EST DEvenu UN SPÉCIALISTE. NOUS LUI AVONS TOUT DE MÊME DEMANDÉ DE REPLONGER DANS LES SOUVENIRS DU GOUVERNEMENT D'ALTERNANCE, UN AN APRÈS LA DISPARITION DE ABDERRAHMANE YOUSOUFI. IL EST ÉGALEMENT QUESTION DE MEHDI BEN BARKA, DONT IL ÉTAIT L'UN DES PLUS PROCHES. POUR LE RESTE, OUALALOU PROMET UNE FUTURE PUBLICATION DE SES MÉMOIRES, PARMIS LES PLUS ATTENDUES DE SA GÉNÉRATION...

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMI LAKMAHRI

Vous nous accueillez au siège du Centre politique pour le nouveau sud (Center Policy for the New South), à Rabat. De quoi s'agit-il et quel est votre rôle dans cet institut ?

Lorsque j'ai quitté mes responsabilités politiques, je suis revenu à mes amours de jeunesse, à savoir le domaine de la recherche universitaire et scientifique. Au cœur de mes centres d'intérêt se trouve le

phénomène de la mondialisation, auquel je réfléchis depuis le début des années 2000. C'est dans ce cadre que je me suis impliqué dans les travaux de ce Centre, qui est essentiellement marocain, et qui vise à développer un réseau avec d'autres centres de réflexions dans le monde, ce qu'on appelle désormais des think tanks. Dans ce centre, qui se concentre comme son nom l'indique sur



► les problématiques des pays du sud, j'occupe la fonction de senior fellow (chercheur principal).

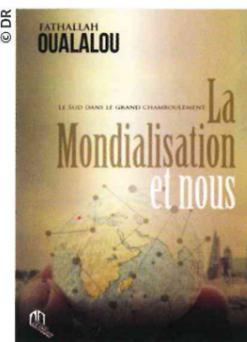
Qu'est-ce qui a changé dans l'évolution des pays dit du sud par rapport au XX^{ème} siècle ?

Déjà leur appellation. À l'époque, on parlait du tiers-monde, voire des pays en développement. À l'époque des indépendances, cet ensemble était plutôt un politiquement depuis la conférence de Bandung en 1955 (Indonésie). On y retrouve alors des pays importants comme l'Inde, l'Égypte, la Chine, mais aussi des représentations issues directement des mouvements de libération nationale. Le Maroc était d'ailleurs représenté par Allal El Fassi. Avec la décolonisation, il semblait donc que ce sud partageait les mêmes intérêts politiques face au reste du monde. Mais cette unité apparente s'est transformée en rupture économique à partir des années 1980, avec la montée en puissance des dragons asiatiques. La Chine, quant à elle, a entamé son décollage pendant la même période, pour devenir aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale. De même pour l'Amérique du sud qui, à mon avis, a profité de la présidence brésilienne de Lula pour émerger. Au final, le sud d'aujourd'hui peut se résumer à l'Afrique et à ce qu'on appelle le monde arabe.

Quels sont alors les enjeux pour ce nouveau sud ?

Aux indépendances, l'enjeu pour le nouveau sud était de répondre au dépassement de l'Occident.

★ C'est aux cotés de personnages comme Mehdi Ben Barka et Abdellatif Jebrou que Oualalou a développé une culture politique.



★ L'un des derniers ouvrages de Fathallah Oualalou où il questionne notre place dans le monde.

Aujourd'hui, il est obligé de tenir compte d'un second dépassement, celui de la Chine, dont il se doit de répondre. C'est pour cela que j'ai sous-titré mon livre sur la Chine (La Chine et Nous, 2017) : «répondre au second dépassement». Avant, le rapport nord-sud était beaucoup plus cohérent. Désormais, cette relation s'est complexifiée également sur le plan politique. La classification des pouvoirs démocratiques progressistes face à des pouvoirs conservateurs n'existe plus. Ce qui attire le plus mon attention aujourd'hui, c'est la situation dans le bassin méditerranéen. Alors que cette région est, pour moi, le berceau de la mondialisation, elle est aujourd'hui en régression. Cela s'explique d'abord par l'inertie de la rive nord, encore plus évidente depuis la crise économique de 2008. En parallèle, nous assistons également à un grand recul au Moyen Orient et dans l'ensemble du monde arabe. Depuis 2011, je parlais même d'une dislocation d'entités nationales au regard de la situation en Syrie, Liban, Irak et Libye. Ces secousses ont de plus permis à un courant politique conservateur de prendre ses marques. Tandis que le reste du monde continue à se développer derrière la locomotive asiatique, la région Méditerranée fait, pour le moins, du surplace.

Somme-nous en train de rater ce train du développement ?

C'est tout l'enjeu de notre avenir immédiat, et j'oriente mes recherches précisément sur le fait de comprendre comment ne plus rater ce train après

avoir manqué celui des indépendances. Et cela commence par le devoir de produire nos propres recherches et de ne pas dépendre de celles des autres. Le phénomène de la globalisation a par exemple fait l'objet d'une très riche littérature, mais celle-ci nous vient essentiellement du Nord. Ce regard est donc celui d'une globalisation conquérante, alors que le nôtre est plutôt celui d'une globalisation subie.

Vous dites de la Méditerranée qu'elle est le berceau de la mondialisation. Dans votre livre à ce sujet («La mondialisation et nous»), vous précisez même que le phénomène débute au Maroc avec la prise de Sebta en 1415. Expliquez-nous...

Oui, je considère cette date comme un tournant, non seulement pour l'histoire du Maroc mais aussi celle du commerce mondial. Les conséquences de la prise de Sebta se répercutent d'abord sur l'Afrique du Nord et sur le reste du continent. Lorsque les Portugais investissent la ville, ils ferment par la même occasion l'un des principaux ports de la Méditerranée occidentale. L'or subsaharien, acheminé durant des siècles depuis Tombouctou en passant par Sijilmassa, perd son principal débouché au nord. Dès lors, c'est tout le système économique de la région qui s'écroule. Au sud du Sahara, c'est le commerce des esclaves qui prend en quelque sorte le relais et finit par former la fameuse triangulation



★ La chute de Sebta en 1415 a été le point de départ de la mondialisation...

situation de Gibraltar pourrait jouer en notre faveur. En ce sens, et comme la géographie est têtue, nous pourrions reconnaître que le rocher est espagnol et non pas britannique, tout comme Sebta et Melilia sont africaines. Nous avons aussi d'autres cartes à jouer et le roi Mohammed VI l'a bien compris

TANDIS QUE LE RESTE DU MONDE CONTINUE À SE DÉVELOPPER DERRIÈRE LA LOCOMOTIVE ASIATIQUE, LA RÉGION MÉDITERRANÉE FAIT, POUR LE MOINS, DU SURPLACE

marchande entre l'Europe, l'Amérique et l'Afrique. De leur côté, les Portugais ne s'arrêtent pas à Sebta et entreprennent de conquérir plusieurs villes du littoral atlantique marocain. Un élan qui va les pousser à longer plus régulièrement les côtes de l'Afrique jusqu'au cap de Bonne-espérance, à la pointe sud du continent. Les Occidentaux ouvrent alors la voie vers l'Asie dont ils investissent les principaux ports. Ce schéma un peu simplifié montre tout de même une accélération du commerce mondial sans précédent depuis la prise de Sebta.

De quoi la situation «coloniale» de Sebta et Melilia est-elle, aujourd'hui, le symbole ?

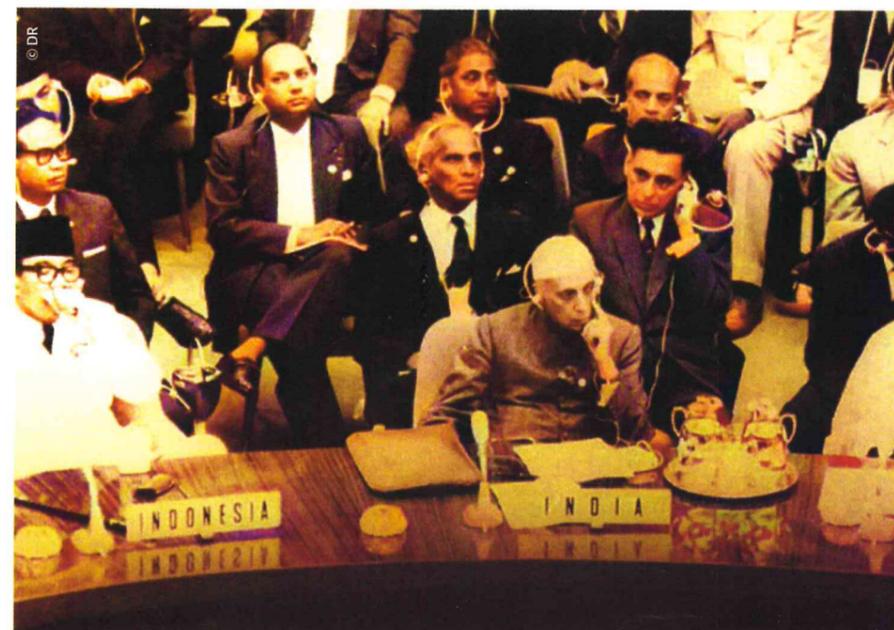
Cette question doit toujours rester à l'ordre du jour car elle concerne encore notre position de globalisation subie. La Chine a su, ces dernières décennies, récupérer Hongkong et Macao et est en train de le faire avec Taïwan. Dans la même veine, nous pourrions nous aussi, à l'avenir, discuter des villes occupées avec nos voisins et amis espagnols tout en respectant leurs intérêts. Le tout est de trouver des concessions comme la Chine par exemple, qui a institué la formule «un pays, deux systèmes» avec les villes à récupérer. Nous pourrions aussi envisager une telle réflexion en imaginant un système économique différent pour les cas de Sebta et Melilia. De telles négociations ne sont pas simplement utopistes, n'oublions pas que la

★ Un tiers monde unis à la conférence de Bandung (1955).

en créant les plateformes portuaires de Tanger et Nador.

Dites-vous que la construction des grands ports marocains en Méditerranée est une stratégie pour faire de l'ombre aux enclaves espagnoles ?

Cette stratégie répond d'abord à une volonté de refaire du Maroc un pays méditerranéen. Depuis 1415 justement, nous avons été en





quelque sorte forcés de nous replier sur nous-mêmes. À l'indépendance, nous avons retrouvé une ouverture atlantique grâce au port de Casablanca. Mais depuis le nouveau millénaire, le Maroc souhaite ouvrir toutes ses façades maritimes, d'où l'émergence des plateformes portuaires en Méditerranée. Pour répondre à votre question, je dirais que nous devons ne pas tomber dans le piège du tout concurrentiel et voir l'adversité partout. Le monde a changé et nous ne sommes plus dans les rapports de force brutaux de 1415. Nous sommes au contraire dans un monde d'interdépendance. Sur le plan économique, cela veut dire que la simple fabrication d'une voiture ou d'un médicament fait le tour de la planète. L'entreprise française Peugeot fabrique en partie ses automobiles à Kénitra, tout en accueillant des capitaux chinois. Ce mot d'interdépendance à une profonde importance pour moi depuis mes années militantes, avant même l'indépendance en 1956. Je l'ai appris une première fois dans les écrits de Abderrahim Bouabid, qui avait participé au débat colonial sur une interdépendance entre le Maroc et la France. Il disait oui à l'interdépendance, mais seulement si elle est équitable et avec au préalable l'indépendance effective du Maroc. J'apprécie de reprendre cette notion, mais cette fois dans l'analyse des enjeux de la mondialisation. Aujourd'hui, même deux grandes puissances rivales comme les

★ Oualalou fût un ministre clé de l'historique gouvernement d'alternance.



★ Abderrahim Bouabid - Père spirituel et politique de Fathallah Oualalou.

Etats-Unis et la Chine cadrent leurs relations dans l'interdépendance.

Dans vos livres récents, il est question de «Nous» face à la Chine ou encore à la mondialisation. Qui est précisément ce «Nous» ; est-il en mesure de s'imposer dans les rapports de force qui se jouent dans le monde ?

Ce «Nous» est d'abord notre pays, le Maroc. Je suis de l'école de Abderrahim Bouabid et je crois fermement au patriotisme. Mais dans un monde formé de blocs, ce «Nous» est extensible à la région, au Maghreb par exemple, bien que sa dynamique soit difficile, la Méditerranée dont j'ai parlé et qui n'est aujourd'hui qu'un lieu de passage, mais aussi plus largement à notre continent. Il ne faut jamais insulter l'avenir. Et, entre tous ces ensembles, le Maroc est un pays-relais. Notre perspective doit se tourner vers une AME (Afrique-Maroc-Europe). Concernant notre place dans les rapports de force dans le monde, nous avons notre mot à dire. Prenons la question cruciale de l'alimentaire. Avec l'OCP (Office Chérifien des Phosphates), nous possédons en main une carte maîtresse qui pourrait faire de nous un acteur essentiel à l'avenir, notamment en Afrique où la pression démographique va sans aucun doute déstabiliser le monde à l'avenir. Mais cette partition devra se jouer en partenariat avec des pays producteurs de gaz et de pétrole. C'est pour cela

que les accords entre le Maroc et le Nigéria ou encore l'Ethiopie sont importants. Nous devons être prêts à agir, car au-delà de nos investissements bancaires ou de travaux publics en Afrique, nous allons investir le volet stratégique de l'alimentaire. En 2050, la population du continent va doubler et constituera, à la fin du siècle, 40% de la population mondiale.

En tant qu'économiste, quelles conséquences voyez-vous à la crise sanitaire que nous traversons ?

Il faut d'abord saluer la gestion politique de cette crise au Maroc. Sur le plan économique, nous allons devoir affronter, dès 2022, et comme le reste du monde, plusieurs problèmes dont les plus sérieux sont la chute du PIB et le surendettement. Les pays riches sont déjà en train de trouver des



★ Hassan II et Abderrahmane Youssoufi.

COMME LA GÉOGRAPHIE EST TÊTUE, NOUS POURRIONS RECONNAÎTRE QUE GIBRALTAR EST ESPAGNOL ET NON PAS BRITANNIQUE, TOUT COMME SEBTA ET MELILIA SONT AFRICAINES

solutions. Les États-Unis, la Chine ou encore le Japon, sont en train de monétariser la dette et font en sorte que les banques centrales accompagnent les États pour réduire son poids. Les Européens, eux, ont opté pour une opération de mutualisation de leurs dettes. Le cas des pays en développement est différent. Bien que le G20 ait décidé d'exonérer les intérêts des dettes concernant les pays les plus pauvres, cela ne sera pas suffisant. À mon sens, je ne vois pas d'issue convenable sans l'organisation d'une sorte de nouveau Bretton Woods, en référence au plan mondial de relance après la seconde guerre mondiale. Les pays doivent se réunir et trouver ensemble des solutions de sortie de crise profitables à tous. Le Maroc pourrait se trouver au cœur de ce processus puisque Marrakech devrait abriter les prochaines réunions du FMI (Fond Monétaire International) et de la Banque Mondiale en octobre prochain. C'est une opportunité historique pour faire de cet événement un nouveau deal mondial sur la question de la dette. Peut-être pourrions nous à cette occasion créer une sorte de cantonnement de la dette Covid-19, c'est-à-dire celle supplémentaire qui s'est ajoutée avec la crise. Il faut en tout cas se pencher sur cette question, qui va déterminer la relance économique.

Dans un tout autre registre, Abderrahmane Youssoufi a quitté ce monde il y a exactement un an (mai 2020). Sa disparition confirme-t-elle que le Maroc a tourné la page des ténors de la politique du XX^{ème} siècle ?

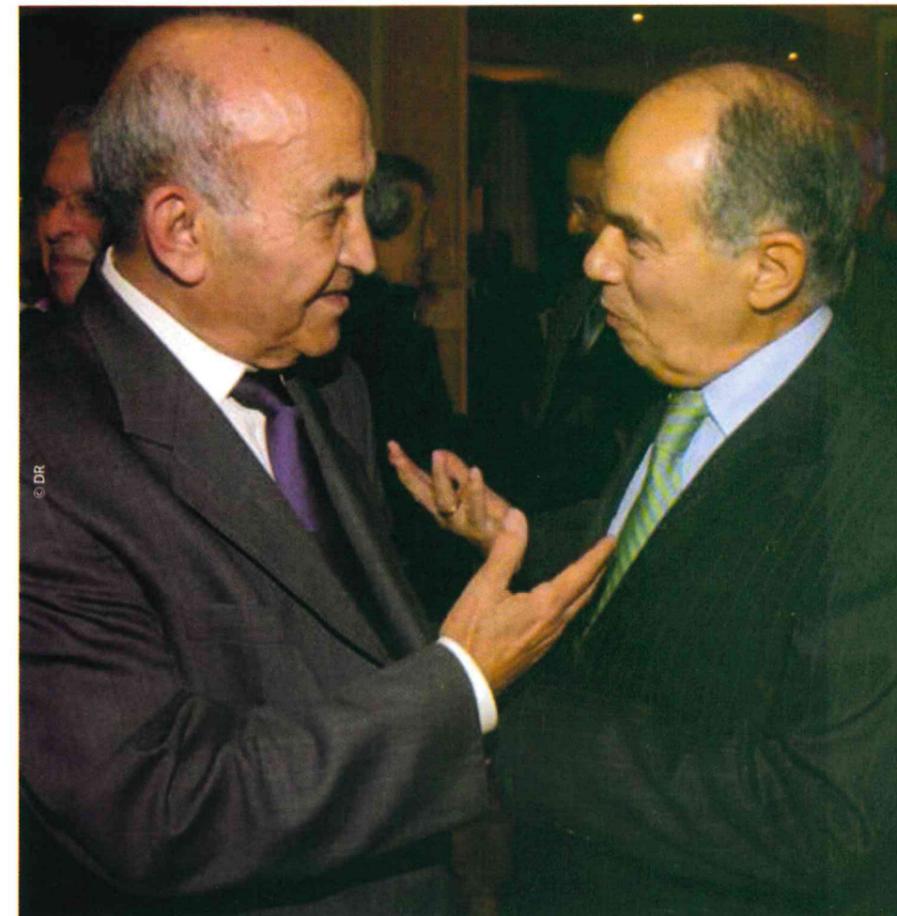
Je dois ma culture politique essentiellement à trois hommes. Abderrahim Bouabid, Mehdi Ben Barka et Abderrahmane Youssoufi. Ce dernier restera à jamais celui qui a mené une expérience unique dans notre histoire, et rare dans celle des pays du sud : je parle du gouvernement d'alternance. Youssoufi a disparu au moment où notre région traverse une période de régression. Il est important de garder

en mémoire la page politique du XX^{ème} siècle, mais nous sommes aujourd'hui dans le siècle suivant qui est déjà bien entamé. Les comparaisons entre les époques sont, de mon point de vue, un peu hasardeuses. Ce qui nous serait profitable, c'est de simplement tirer les leçons de l'apport de ces grands personnages. Ils nous ont enseigné que le patriotisme n'est pas un vain mot ou une vague notion. C'est ce qui nous permet de tenir à notre citoyenneté et à l'intégrité personnelle. Mais aussi qu'il faut nous accrocher à la participation démocratique. Et enfin, je retiens d'eux la recherche inlassable de l'efficacité au service de la nation. C'était le cas de Youssoufi et du gouvernement d'alternance. Que ce soit le passé ou le présent, un personnage comme lui incarne des valeurs universelles et intemporelles auxquelles nous pouvons de tout temps faire référence.

★ Oualalou évoque la mémoire de Abderrahmane Youssoufi, disparu il y a un an.

Bien sûr, le monde a changé et la dynamique de changement aujourd'hui repose essentiellement sur la technologie, mais les grands hommes de notre histoire nous lèguent des valeurs éthiques encore indispensables.

Sommes-nous en train de réduire le rôle du politique au profit de l'avancée technologique ?





Non, car la place du décideur politique demeure centrale dans la vie des pays. Il faut toujours respecter la technocratie mais elle ne reste, ni plus ni moins, qu'un instrument de travail. Les peuples vivent dans des communautés dont il faut organiser le vivre ensemble. Ce rôle est toujours dévolu aux politiques, même si ils doivent tenir compte de l'environnement régional et international.

⊛ **L'élan du gouvernement d'alternance se poursuit sous le règne de Mohammed VI.**

mener un projet de réforme sur le plan économique, mais aussi dans la redéfinition de notre identité, la reconnaissance de l'amazighité, le cas des droits des femmes ou la reconnaissance du passé avec l'IER (Instance Equité et Réconciliation). Personnellement, je pense que l'expérience est positive et qu'elle ne pouvait fonctionner que dans le cadre d'un tel gouvernement. Bien que je me sois

LA QUESTION DE MES MÉMOIRES SE POSE DÉJÀ ET JE COMPTE BIEN LES PUBLIER À L'AVENIR. MAIS CE N'EST PAS DE MOI QUE J'AI ENVIE DE PARLER, MAIS DU MAROC QUE J'AI VÉCU COMME UN MODESTE TÉMOIN DE SON ÉVOLUTION

Vous avez été au cœur du gouvernement d'alternance (ministre de l'Économie et des Finances). Avec le recul aujourd'hui, qu'auriez-vous aimé changer à votre action auprès de Youssoufi ?

Il faut d'abord rappeler que ce gouvernement d'exception était le fruit d'une koutla entre les forces démocratiques. Nous devions jouer le rôle de locomotive pour un élan nouveau. C'était un choix stratégique de Hassan II, renouvelé ensuite par Mohammed VI. L'idée était clairement de

éloigné de la sphère politique, je continue à croire au rassemblement et c'est aux dirigeants d'aujourd'hui de lui redonner un nouveau souffle. Je n'ai certainement pas envie de donner des leçons, mais il faut aujourd'hui créer une nouvelle opportunité pour un nouveau départ, comme celui que nous avons initié au début du siècle.

Vous avez cité le nom de Mehdi Ben Barka dans votre panthéon politique. Quel regard portez-vous sur sa disparition, toujours dans

L'impasse, malgré le passage d'un gouvernement d'alternance il y a près de deux décennies ?

En 2015, s'est tenu un événement d'ampleur pour le cinquantenaire de la disparition de Mehdi Ben Barka. Je vous rappelle qu'un discours royal a été lu à cette occasion. Un tel geste est fondamental puisqu'il a relevé le rôle historique de Mehdi Ben Barka. Abderrahmane Youssoufi a, quant à lui, rappelé publiquement l'importance de connaître la réalité de l'affaire de la disparition. Et c'est une question toujours à l'ordre du jour. Comme nous le faisons déjà, nous devons continuer à apprendre des leçons du passé et c'est en partie le rôle des historiens qui sont en première ligne pour révéler des vérités du passé.

Mais les historiens n'ont pas les outils pour révéler les dessous de l'affaire sans accès aux archives...

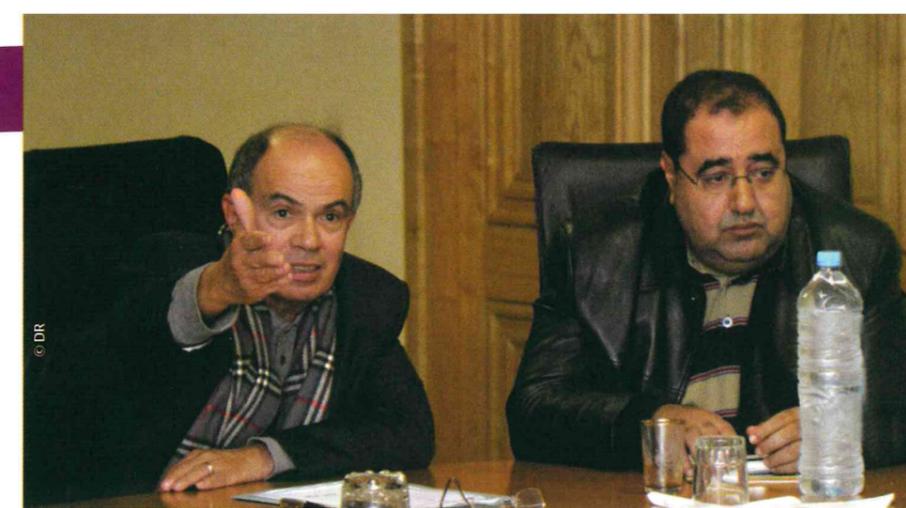
C'est à eux de faire leur possible pour se procurer les archives dont ils ont besoin.

Au vu de votre parcours politique, vous avez certainement encore des témoignages à livrer aux nouvelles générations. Peut-on s'attendre à lire prochainement vos mémoires ?

Vous avez raison, c'est notre rôle de transmettre notre témoignage aux plus jeunes. La question de mes mémoires se pose déjà et je compte bien les publier à l'avenir. Et puisque vous vous intéressez à l'Histoire, vous serez parmi les premiers prévenus. Mais ce n'est pas de moi que j'ai envie de parler, mais du Maroc que j'ai vécu comme un modeste témoin de son évolution.

Enfin, si vous ne deviez retenir qu'un seul épisode de votre parcours politique, quel serait-il ?

L'origine de tout le reste. À savoir l'éveil de ma culture politique pendant le Protectorat. C'est, je pense, ce qui définit les convictions que j'ai ensuite défendues tout au long de mon parcours. Enfant né pendant la seconde guerre mondiale, j'ai aussitôt baigné dans le



⊛ **Oualalou désormais loin de l'actualité de son parti l'USFP. Ici aux côtés du secrétaire général Driss Lachgar.**

mouvement national grâce à l'activisme de mon père, puis à un encadrement scolaire à l'institut Guessous d'Ahmed Balafrej. Un épisode en particulier a retenu mon attention. Je ne l'ai compris que plus tard, car je n'avais que deux ans au moment des faits. Je parle de janvier 1944, et non pas seulement la publication du Manifeste de l'Indépendance le 11 de ce même mois. Les manifestations sévèrement réprimés le 29 janvier, après l'arrestation notamment de Balafrej, sont un événement considérable dans notre histoire. C'est à ce moment que l'ensemble du mouvement national s'est retrouvé légitimé, ce qui a donné sens à la lutte durant la décennie suivante. Plus personnellement, l'arrestation de mon père en 1952, suite à l'assassinat de Ferhat Hechad, m'a également profondément marqué et a contribué à développer mon militantisme. De même que l'exil puis le retour de Mohammed V.

Nous savons le recul que vous avez pris avec votre engagement politique, mais beaucoup aimeraient avoir votre avis sur la situation actuelle de l'USFP, à l'approche d'échéances électorales cruciales...

En effet, depuis 2015, j'ai pris du recul dans ce domaine. Mais pour autant, j'estime que je continue à servir mon pays, autrement. Mes travaux de recherches sont complètement orientés dans ce sens. Le « nous », dont nous avons parlé, concentre mon activité. Quant à votre question, j'ai un avis, que je garde pour moi... ▶

⊛ **Défenseur historique de la cause palestinienne, Oualalou ici avec Mahmoud Abbas et Mohamed Benaisa.**

